

Synthèse du diagnostic partagé du PAT du Département de l'Yonne

Restauration Collective (source : DDT, déclarations Ma Cantine) :

L'Yonne compte plus de 600 sites de restauration collective, dont environ 68% sont en gestion concédée et 32% en gestion directe, répartis dans divers secteurs, notamment les établissements scolaires, les crèches, les centres de loisirs, les établissements médicaux et médico-sociaux, etc. En 2024, 242 établissements ont réalisé leur déclaration de données d'achats, représentant 422 sites de restauration. Le total des achats déclarés s'élève à 30,5 M€, ayant permis la préparation de presque 13 millions de repas. Les établissements médicaux et médico-sociaux représentent plus de la moitié des achats alimentaires en 2024.

Les taux globaux des achats des produits bio et EGAlim sont respectivement de 6,2% et 20,8% pour 2024, résultats inférieurs aux moyennes régionales et nationales. Seuls 18 répondants déclarent respecter l'objectif EGAlim bio, et un peu moins d'un tiers des répondants déclarent un taux total EGAlim supérieur à 50%, essentiellement des petites structures en gestion concédée.

Production Agricole (source : portrait de l'agriculture de l'Yonne 2024 - CAY) :

L'Yonne compte 3 980 entreprises agricoles, avec une surface totale de 424 563 hectares dédiée à l'agriculture, soit 65,9% de la surface totale du département (vigne comprise). Les orientations principales des exploitations sont les cultures (1 780 entreprises), la viticulture (785), et l'élevage (478 polycultures élevage, 202 autres élevages, 169 bovins viande spécialisés, etc.). La production agricole est diversifiée et cherche à renforcer sa résilience, en mettant l'accent sur des pratiques respectueuses de l'environnement et la qualité de la ressource en eau. 358 entreprises agricoles sont en circuit court (hors viticulture) et participent directement à l'alimentation de proximité, favorisant ainsi les liens entre producteurs et consommateurs locaux. L'agriculture biologique représente 14,4% des entreprises agricoles du territoire, soit 575 entreprises. Le département est également engagé dans la Haute Valeur Environnementale (HVE), avec 3,7% des entreprises agricoles certifiées. Ces certifications témoignent de l'engagement des producteurs en faveur de pratiques agricoles durables et respectueuses de l'environnement.

L'Yonne compte 4 310 chefs d'exploitation, soit 1,3% de la population totale. La répartition par âge montre une majorité de chefs d'exploitation âgés de 41 à 65 ans (2752). Le renouvellement des générations est un enjeu majeur, avec 1 550 départs à la retraite prévus dans les 10 prochaines années et 418 installations aidées au cours de la dernière décennie.

Le climat est marqué par une évolution de la température moyenne annuelle, avec une augmentation des jours de fortes chaleurs et une diminution des jours de gel, ce qui nécessite une adaptation des pratiques agricoles pour faire face à ces changements climatiques.

Données Sociales, Sanitaires et Économiques (source diagnostic de la précarité alimentaire de l'Yonne - 2023, Plan Régional de Santé 2018-2028) :

Le territoire est peu dense (45,2 habitants/km²) et relativement âgé (40^e rang des départements les plus âgés). La médiane du niveau de vie est inférieure à la médiane nationale et régionale, le taux de pauvreté est équivalent à celui de la France, mais augmente.

L'espérance de vie à la naissance est la 2^{ème} la plus faible au niveau régional (et inférieure à la valeur nationale). L'Yonne se distingue notamment par un taux de personnes prises en charge en soins pour diabète significativement plus élevé que le taux national.

Le Réseau de Prévention et de Prise en charge de l'Obésité Pédiatrique (RéPPOP) régional a établi une prévalence du surpoids en classe de 6^{ème} entre 15 et 19% selon les départements, l'Yonne présentant les résultats les moins bons de la région. Cela met en lumière l'importance de promouvoir une alimentation saine et équilibrée dès le plus jeune âge.

Un diagnostic complet de la précarité alimentaire a été réalisé à l'initiative du CD, incluant des questionnaires et des entretiens avec diverses structures et acteurs du département. Ce diagnostic a permis de co-construire un plan d'actions pour lutter contre la précarité alimentaire, voté par les élus du Conseil Départemental en octobre 2024. Le département compte 16 associations proposant une aide alimentaire dans 66 lieux différents, qui ne travaillent que peu en partenariat, et avec une couverture inégale selon les territoires, laissant certaines zones complètement dépourvues d'aide alimentaire. Des situations de non-recours sont identifiées, avec des freins à la mobilité et un sentiment de honte chez les bénéficiaires potentiels. Il est crucial de renforcer la coordination entre ces associations pour améliorer l'accès à l'aide alimentaire pour tous les habitants du département.

On estime à plus de 23 000 le nombre de personnes ayant recours à l'aide alimentaire, dont 29 % d'enfants.

Environnement et Santé :

Marquée par une agriculture de grandes cultures relativement dominante, l'Yonne présente une biodiversité qu'on pourrait considérer comme moins riche que les autres départements de BFC (se référer aux superficies en zonage ZNIEFF, Natura 2000, etc, non accessibles à ce jour sur le site du MNHN-SINP). Néanmoins, l'Yonne se situe à un carrefour d'influences climatiques, qui lui confère une responsabilité dans la préservation de plusieurs habitats et des espèces qui leurs sont inféodés : on citera notamment les pelouses calcicoles.

En matière d'avifaune, l'Yonne est un carrefour important de migration, et plusieurs sites sont connus pour accueillir des populations majeures d'oiseaux (dont les anciennes gravières présentes dans la vallée de l'Yonne). Une réserve naturelle nationale est en cours de création pour protéger des populations majeures de chauve-souris (cavités d'hibernation). Déprise agricole ou au contraire intensification sont des facteurs qui jouent sur la qualité de la biodiversité de l'Yonne.

Le CD suit un réseau de captages prioritaires d'intérêt départemental (SCPIDY) pour évaluer la qualité des eaux souterraines. En 2024, ce réseau comprenait 44 points de suivi. Les données recueillies mensuellement permettent de suivre les concentrations en nitrates et en pesticides, offrant une vision patrimoniale de l'état des masses d'eau souterraines et évaluant l'impact des actions mises en œuvre sur les bassins d'alimentation de captages (BAC). Les résultats montrent une stagnation des valeurs de

nitrites autour de 40 mg/L, avec des situations contrastées selon les captages. Concernant les pesticides, les sommes sont tirées vers le haut par quelques molécules mesurées à très fortes concentrations. Les actions de réduction des surfaces en colza et les travaux d'animation sur les BACs ont contribué à une diminution de ces concentrations. Des études sont en cours pour mieux comprendre et améliorer la gestion des captages, notamment en ce qui concerne la problématique des adventices et la gestion des bords de routes départementales. Ces efforts visent à optimiser les pratiques agricoles et à réduire la contamination des eaux souterraines par les produits phytosanitaires.

L'approche "une seule santé" constitue le fil rouge du Plan régional santé environnement 2023-2027 de BFC, et devrait imprégner progressivement les politiques publiques et projets territoriaux.

Acteurs du Système Alimentaire :

Le système alimentaire repose sur :

- les pouvoirs publics et notamment les services de l'Etat, qui incitent à la réalisation de cet objectif fondamental qui est d'assurer l'accès à une alimentation de qualité pour tous. Le CD a notamment un lien fort avec la DDT sur ce sujet ;
- les collectivités locales, qui peuvent porter leurs propres politiques alimentaires de façon systémique ou pour l'application de compétences comme la restauration collective. Les collectivités sont au cœur de l'action du CD avec l'animation du collectif des collectivités porteuses de PAT/SAT ;
- les acteurs de la production alimentaire au sens large et de la logistique, qui sont représentés dans la gouvernance du PAT du CD par les 3 chambres consulaires. Chacune porte des actions en faveur de l'alimentation locale (accompagnement des PAT et des agriculteurs pour la Chambre d'Agriculture, programme "Cité du goût et des saveurs" pour la CMA BFC, actions à destination des restaurateurs et des filières pour la CCI) ;
- les acteurs de terrain : acteurs sociaux, notamment ceux impliqués dans l'aide alimentaire (déjà bien identifiés par le CD) mais aussi ceux intervenant dans le domaine de la santé (actions de prévention), acteurs de l'environnement très attentifs aux actions de développement de toutes les pratiques agroécologiques.
- les consommateurs ; parmi ceux-ci, le CD a une action directe sur les collégiens demi-pensionnaires du territoire (environ 10 000).

Conclusion :

Le diagnostic partagé du système alimentaire dans l'Yonne révèle un territoire dynamique et engagé dans la promotion d'une alimentation durable et locale, même si la production agricole reste majoritairement tournée vers des filières mondialisées. Les enjeux liés à la relocalisation de l'alimentation et à une production respectueuse des ressources naturelles sont partagés par les collectivités du territoire, dans un contexte socio-économique préoccupant. Les acteurs du territoire travaillent ensemble pour répondre à ces enjeux, soutenus par une gouvernance solide et des programmes d'actions spécifiques. Il est essentiel de poursuivre et de renforcer ces efforts pour garantir un système alimentaire durable, équitable et résilient pour tous les habitants de l'Yonne.